



La fiscalité de l'épargne au sein de l'UE

Die Besteuerung von Zinserträgen innerhalb der EU

INDEX

| | |
|--|----|
| La fiscalité de l'épargne au sein de l'Union européenne | 2 |
| 1. Instauration d'une retenue à la source | 3 |
| 2. Secret bancaire maintenu | 3 |
| 3. Les produits visés | 4 |
| 4. Les produits non-visés | 5 |
| 5. La clause de « grand-père » | 6 |
| 6. Le Luxembourg par rapport à la Suisse et aux autres pays tiers | 7 |
| | |
| Die Besteuerung von Zinserträgen innerhalb der Europäischen Union | 8 |
| 1. Einführung einer Quellensteuer | 9 |
| 2. Beibehaltung des Bankgeheimnisses | 9 |
| 3. Die betroffenen Produkte | 10 |
| 4. Die nicht betroffenen Produkte | 11 |
| 5. Die „Grand-fathering“-Klausel | 12 |
| 6. Luxemburg im Vergleich zur Schweiz und anderen Drittstaaten | 12 |



LA FISCALITE DE L'EPARGNE AU SEIN DE L'UNION EUROPEENNE

L'Union européenne (UE) a franchi un premier pas important vers une politique commune de fiscalité de l'épargne en ayant unanimement, donc avec l'accord du Luxembourg, adopté le 3 juin 2003 la directive 2003/48. Le but poursuivi est de garantir une imposition minimale des revenus d'intérêt au sein de l'Union européenne. Les pays membres ont dans un premier temps, le choix entre l'introduction soit d'une retenue à la source, soit d'un échange d'information entre les pays de l'UE.

Après transposition de la directive dans les législations nationales respectives et suite à la conclusion d'accords avec des pays tiers (Suisse, Andorre, Liechtenstein, Monaco et Saint-Marin), la date du 1er juillet 2005 a été fixée pour l'entrée en vigueur de la directive 2003/48.

Sur les pages suivantes vous trouverez les principaux éléments de la directive qui vous concernent en tant que client non-résident.

1. Instauration d'une retenue à la source

Avec effet au 1^{er} juillet 2005, les **revenus d'intérêt perçus au Luxembourg par une personne physique qui réside dans un autre Etat membre de l'Union européenne sont soumis à une retenue à la source au Luxembourg.**

Le taux de la retenue est de **15% entre juillet 2005 et juillet 2008, puis de 20% entre juillet 2008 et juillet 2011, et de 35% à partir de juillet 2011.**

La retenue est perçue par la BCEE lors des encaissements de revenus d'intérêt, une notion qui a été définie de façon relativement large (*voir point 3. Les produits visés*). Le cas échéant la retenue est proratisée en fonction de la période de détention. Elle est versée ensuite périodiquement et de façon anonyme à l'Administration fiscale luxembourgeoise, qui en reversera 75%, via un transfert d'argent global sans information supplémentaire, et notamment sans révélation de données personnelles, à l'Administration fiscale de votre pays de résidence. Le secret bancaire est ainsi respecté.

Une non-perception de la retenue à la source est uniquement possible si vous autorisez expressément un échange d'information ou si vous nous délivrez un certificat de votre Administration fiscale.

2. Secret bancaire maintenu

Le **Luxembourg** (tout comme l'Autriche et la Belgique) a opté pour le principe de la retenue à la source et **ne participe donc pas à l'échange d'information** entre les pays de l'UE, sauf autorisation expresse du client (*voir point 1. Instauration d'une retenue à la source*), alors que les autres Etats membres vont échanger dès juillet 2005 le montant des intérêts perçus ainsi que des informations nominatives sur le client ayant perçu ces revenus.

Théoriquement, la retenue est supposée être un régime transitoire, remplacé par un échange d'information généralisé dès que les pays tiers (Suisse, Andorre, Liechtenstein, Monaco et Saint-Marin) sont prêts à pratiquer également un échange d'information, et que tous les pays membres de l'UE, dont le Luxembourg, l'acceptent de façon unanime.



3. Les produits visés

Sont soumis à la retenue :

- X** les **intérêts** de comptes courants, de comptes d'épargne, de comptes à terme et de bons de caisse ;
- X** les **coupons** et intérêts courus d'obligations (sauf pour les obligations tombant sous la clause de « grand-père », voir point 5. Clause de « grand-père ») ;
- X** les **dividendes de SICAV partie I*** distribuants, pour la part des revenus provenant de paiements d'intérêt (pour la totalité des revenus si la part des revenus d'intérêt ne peut être déterminée. Les distributions de fonds luxembourgeois dont la quote-part des obligations est, directement et via d'autres fonds, de moins de 15%, ne sont pas soumises) ;
- X** les revenus réalisés lors de la **vente de SICAV partie I*** (tant capitalisants que distribuants), pour la part des revenus provenant de paiements d'intérêt (pour la totalité des revenus si la part des revenus d'intérêt ne peut être déterminée), **pour autant que la quote-part des créances est, directement ou via d'autres fonds, d'au moins 40%** (25% à partir de 2011), tels que **fonds obligataires et monétaires et certains fonds mixtes**.

En règle générale, la retenue est perçue quelle que soit la nationalité de l'émetteur et la devise de la créance ou du titre.

La retenue est perçue par la BCEE lors de l'encaissement des intérêts, coupons et dividendes de fonds visés. Pour les intérêts courus et les fonds capitalisants visés, la retenue est effectuée lors de la vente des titres ou parts de fonds.

* Fonds avec « passeport européen » (suivant les lois du 30 mars 1988 et du 20 décembre 2002 relatives aux OPC).



4. Les produits non-visés

Ne sont pas soumis à la retenue :

- ✓ les coupons et les intérêts courus **d'obligations tombant sous la clause de « grand-père »** (voir point 5. Clause de « grand-père ») ;
- ✓ les revenus réalisés lors de la vente de **fonds capitalisants si la quote-part des créances est**, directement ou via d'autres fonds, **de moins de 40%** (25% à partir de juillet 2011), donc **certains fonds mixtes et les fonds d'actions** (si la quote-part ne peut être établie, les revenus réalisés seront soumis à la retenue à la source) ;
- ✓ les **assurances-vie** ;
- ✓ les **revenus récoltés par une société** (financière ou autre) ;
- ✓ les revenus liés à des **actions** (dividendes et plus-values) ;
- ✓ les revenus liés à des **SICAV partie II*** (tant capitalisants que distribuants).

* Fonds sans « passeport européen » (suivant les lois du 30 mars 1988 et du 20 décembre 2002 relatives aux OPC).

5. La clause de « grand-père »

Aussi longtemps que la retenue à la source est appliquée, mais au plus tard jusqu'au 31 décembre 2010, **les obligations privées (non-étatiques) émises avant le 1er mars 2001 ne sont pas visées par la directive et ne sont donc pas soumises à une retenue à la source. Il en est de même des émissions (tranches) subséquentes de ces mêmes titres avant le 1er mars 2002.**

En ce qui concerne les obligations émises par un gouvernement ou une entité assimilée, une nouvelle émission aura comme effet que l'émission d'origine et toute émission ultérieure seront considérées comme soumises.



6. Le Luxembourg par rapport à la Suisse et aux autres pays tiers

La compétitivité de la place financière luxembourgeoise par rapport à la Suisse, et par rapport aux autres pays tiers, **est maintenue** par l'accord.

Tout d'abord, la directive, et donc la retenue à la source, ne sera appliquée au Luxembourg que suite à l'instauration de mesures équivalentes par les pays tiers.

La Suisse a instauré une retenue à la source pour les résidents des Etats membres de l'UE avec les mêmes taux que ceux pratiqués au Luxembourg, et ceci avec une progression des taux aux mêmes échéances.

De même, un éventuel échange d'information généralisé ne se fera, suivant la directive, qu'en cas d'accord unanime des Etats membres de l'UE sur l'application d'un échange d'information par la Suisse et les autres pays tiers, sauvegardant dès lors la compétitivité du Luxembourg par rapport à la Suisse même dans ce cas. De surcroît, contrairement au Luxembourg, les pays tiers devront dans ce cas continuer à percevoir la retenue à la source, tout en procédant aussi à l'échange d'information.

La présente brochure a pour but de vous informer de façon générale, non nécessairement exhaustive, sur les évolutions probables en matière de fiscalité de vos revenus d'épargne, suivant la directive de l'Union européenne « en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêt ». La présente est une simple information et n'engage en rien la BCEE ni ses collaborateurs. Elle est destinée à la clientèle privée qui réside dans un autre Etat membre de l'Union européenne. L'évolution législative peut engendrer un changement par rapport aux informations contenues dans le présent document.

La retenue à la source n'étant pas libératoire, les intérêts récoltés sont en principe encore à déclarer et imposer dans le pays de résidence du client suivant le régime fiscal national en vigueur. Le client est invité à se référer à son agence BCEE habituelle pour des informations complémentaires, voire à un expert fiscal en matière d'aspects fiscaux relatifs à sa situation personnelle. Le client est censé informer sans délai la BCEE de toute modification en relation avec sa résidence fiscale et décharge la BCEE de toute responsabilité pouvant naître d'une fausse déclaration ou d'une omission de déclaration de sa part.

La présente brochure a été rédigée en juin 2005.



DIE BESTEUERUNG VON ZINSERTRÄGEN INNERHALB DER EUROPÄISCHEN UNION

Die Europäische Union (EU) hat einen wichtigen Schritt in Richtung einer gemeinsamen Politik der Besteuerung von Zinserträgen gemacht. Einstimmig mit Luxemburg wurde am 3. Juni 2003 die Richtlinie 2003/48 zur Zinsbesteuerung verabschiedet. Das verfolgte Ziel besteht darin, eine minimale Zinsbesteuerung innerhalb der Europäischen Union zu garantieren. Dies soll in einer ersten Phase, je nach Wahl der einzelnen Mitgliedsstaaten, durch die Einführung einer Quellensteuer oder eines Informationsaustauschs ermöglicht werden.

Nachdem die Richtlinie in die nationale Gesetzgebung der einzelnen Mitgliedsstaaten umgesetzt wurde und da die Verhandlungen mit Drittstaaten (Schweiz, Andorra, Liechtenstein, Monaco und San Marino) erfolgreich abgeschlossen wurden, wurde der 1. Juli 2005 als Termin für das Inkrafttreten der Richtlinie 2003/48 festgehalten.

Auf den folgenden Seiten finden Sie die wichtigsten Punkte der Richtlinie die Sie als nicht-ansässiger Kunde betreffen.

1. Einführung einer Quellensteuer

Ab Juli 2005 werden die **in Luxemburg** von nicht ansässigen EU-Bürgern **erworbenen Zinseinkünfte einer Quellensteuer in Luxemburg unterworfen**.

Die Quellensteuer beträgt zunächst **15% von Juli 2005 bis Juli 2008, danach 20% von Juli 2008 bis Juli 2011 und schließlich 35% ab Juli 2011**.

Die Quellensteuer wird von der BCEE bei Ausschüttung von Zinseinkünften (siehe Punkt 3. Die betroffenen Produkte) erhoben. Gegebenenfalls wird die Quellensteuer proportional zur Haltedauer berechnet. Sie wird danach regelmäßig und anonym an die luxemburgische Steuerverwaltung ausgeschüttet, die ihrerseits 75% dieser Steuereinnahmen in Form einer globalen Überweisung, ohne zusätzliche Informationen, insbesondere ohne Angabe persönlicher Daten, an die Steuerverwaltung Ihres Heimatlandes weiter gibt. Das Bankgeheimnis ist somit bewahrt.

Eine Nichteinziehung der Quellensteuer ist nur möglich, wenn Sie uns ausdrücklich einen Informationsaustausch erlauben oder wenn Sie uns ein Zertifikat Ihrer Steuerverwaltung übergeben.

2. Beibehaltung des Bankgeheimnisses

Luxemburg (wie auch Österreich und Belgien) hat die Option der Quellensteuer gewählt und **wird** somit **nicht am Informationsaustausch** zwischen den Ländern der Union **teilnehmen**, außer im Falle einer ausdrücklichen Erlaubnis des Kunden (siehe Punkt 1. Einführung einer Quellensteuer), während die anderen Mitgliedsstaaten ab Juli 2005 Informationen über Kunden weiterleiten.

Theoretisch soll die Quellensteuer ein Übergangsverfahren sein, und später durch einen automatischen Informationsaustausch ersetzt werden, dies sobald einerseits Drittstaaten (Schweiz, Andorra, Liechtenstein, Monaco und San Marino) sich bereit erklären ebenfalls den Informationsaustausch einzuführen, und andererseits die EU-Länder, darunter auch Luxemburg, dies einstimmig akzeptieren.



3. Die betroffenen Produkte

Von der Quellensteuer betroffen sind:

- X** die **Zinserträge** auf Giro-, Spar- und Terminkonten, sowie auf Schatzzertifikaten;
- X** die **Kupons und Stückzinsen** auf Anleihen (mit Ausnahme jener Anleihen die unter die „Grand-fathering“-Klausel fallen, *siehe Punkt 5. „Grand-fathering“-Klausel*);
- X** die **Dividenden von ausschüttenden Investmentfonds Typ SICAV I***, für den Teil der aus Zinszahlungen stammt (für die gesamte Dividende, wenn der Anteil der Zinserträge nicht bestimmt werden kann. Die Ausschüttungen luxemburgischer Fonds mit einem Rentenanteil der, direkt und mittels anderer Fonds, weniger als 15% darstellt, sind nicht betroffen);
- X** die Einkommen, die beim Verkauf von **Fonds Typ SICAV I* (thesaurierende und ausschüttende)** realisiert werden, für den Anteil der aus Zinserträgen stammt (für die gesamten Einkommen, wenn der Anteil der Zinserträge nicht bestimmt werden kann), **insofern der Anteil der Schuldforderungen**, direkt oder mittels anderer Fonds, **wenigstens 40% beträgt** (25% ab Januar 2011), also insbesondere **Renten- und Geldmarktfonds und andere Mischfonds**.

Im Allgemeinen wird die Quellensteuer unabhängig von der Nationalität des Emittenten und von der Währung der Schuldforderung oder des Wertpapiers erhoben.

Die Quellensteuer wird von der BCEE bei Ausschüttung von Zinseinkünften, Kupons und Dividenden der betroffenen Fonds erhoben. Betreffend die Stückzinsen und die thesaurierenden Investmentfonds, wird die Quellensteuer beim Verkauf von Wertpapieren oder Fondsanteilen zurückbehalten.

* Fonds mit „europäischem Pass“ (gemäß den Bestimmungen der Gesetze vom 30. März 1988 und vom 20. Dezember 2002 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen).



4. Die nicht betroffenen Produkte

Von der Quellensteuer sind nicht betroffen:

- ✓ die Kupons und Stückzinsen auf **Anleihen, die unter die „Grand-fathering“-Klausel fallen** (siehe Punkt 5. „Grand-fathering“-Klausel);
- ✓ die Einkommen, die beim Verkauf von **thesaurierenden Fonds** realisiert werden, **unter der Bedingung, dass der Anteil der Schuldforderungen**, direkt oder mittels anderer Fonds, **weniger als 40% beträgt** (25% ab Januar 2011), also **bestimmte Mischfonds** und Aktienfonds (wenn der Anteil nicht bestimmt werden kann, werden die realisierten Erträge der Quellensteuer unterliegen);
- ✓ die **Lebensversicherungen**;
- ✓ die **Einkünfte einer Gesellschaft** (Finanz- oder andere Gesellschaften);
- ✓ die **Aktieneinkünfte** (Dividenden und Gewinne);
- ✓ die Einkommen im Zusammenhang mit **Fonds Typ SICAV II*** (thesaurierende und ausschüttende).

* Fonds ohne „europäischen Pass“ (gemäß den Bestimmungen der Gesetze vom 30. März 1988 und vom 20. Dezember 2002 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen).

5. Die „Grand-fathering“-Klausel

So lange wie die Quellensteuer angewendet wird, aber spätestens bis zum 31. Dezember 2010, werden die vor dem **1. März 2001 ausgegebenen Unternehmensanleihen nicht von der Richtlinie betroffen sein und werden somit nicht der Quellensteuer unterliegen. Das gleiche gilt für zusätzliche Emissionen (Tranchen) selbiger Wertpapiere vor dem 1. März 2002.**

Im Falle von Staatsanleihen oder anderen öffentlichen Emittenten, führt eine zusätzliche Emission dazu, dass alle vorherigen Emissionen der Quellensteuer unterliegen.

6. Luxemburg im Vergleich zur Schweiz und anderen Drittstaaten

Die Wettbewerbsfähigkeit des luxemburgischen Finanzplatzes im Vergleich zur Schweiz, und zu den Drittstaaten, ist durch dieses Abkommen sichergestellt.

Zunächst wird die Richtlinie, und somit die Quellensteuer in Luxemburg, nur eingeführt weil **die Drittstaaten gleichwertige Maßnahmen anwenden.**

Die Schweiz führt eine Quellensteuer für EU-Bürger ein bei der die gleichen Sätze angewendet werden sollen wie jene, die in Luxemburg praktiziert werden.

Ein Informationsaustausch wird, gemäß der Richtlinie, nur bei einstimmigem Beschluss der EU-Länder über die Anwendung eines Informationsaustauschs durch die Schweiz und die anderen Drittstaaten, erfolgen. Somit wird die Attraktivität Luxemburgs im Vergleich zur Schweiz bewahrt. Obendrein, im Gegensatz zu Luxemburg, müssen die Drittstaaten auch in diesem Fall, parallel zum Informationsaustausch, weiterhin die Quellensteuer erheben.



Marc THEIS photodesign

Die vorliegende Broschüre hat zum Ziel, Sie im Allgemeinen über die möglichen Entwicklungen der Besteuerung Ihrer Zinserträge nach der EU-Richtlinie im Bereich der Besteuerung von Zinserträgen zu informieren. Es handelt sich hierbei um allgemeine Informationen und verpflichtet in keiner Weise die BCEE noch ihre Mitarbeiter. Sie ist für die Privatkundschaft mit Wohnsitz in einem anderen EU-Staat bestimmt. Die Weiterentwicklung der gesetzlichen Lage kann Abweichungen zu den, im vorliegenden Dokument enthaltenen, Informationen nach sich ziehen.

Die Quellensteuer ist keine Abgeltungssteuer, die Zinserträge sind im Prinzip steuerpflichtig im Wohnsitz-Land des Kunden nach den geltenden nationalen steuerlichen Bestimmungen. Der Kunde wird gebeten, sich für Zusatzinformationen an seine BCEE-Zweigstelle, oder an einen Steuerberater hinsichtlich steuerlicher Aspekte betreffend seine persönliche Lage, zu wenden. Der Kunde muss die BCEE über jegliche Veränderung seines Steuer-Wohnsitzes informieren und entbindet die BCEE von jeglicher Verantwortung die durch falsche Angaben oder das Verschweigen von Angaben entstehen könnte.

Die vorliegende Broschüre wurde im Juni 2005 verfasst.



BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT
LUXEMBOURG

Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg
Etablissement Public Autonome
Siège Central: 1, Place de Metz L-2954 Luxembourg
BIC: BCEELULL RC: Luxembourg B 30775
www.bcee.lu